République Française Département de la Nièvre

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 28 MARS 1993

1ère Circonscription



DOCTEUR Daniel ROSTEIN

Chirurgien ORL
Conseiller Général

Candidat de l'union de l'opposition RPR-UDF

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Peut-être m'avez-vous déjà témoigné votre confiance dimanche dernier, très sincèrement, merci.

Peut-être hésitez-vous encore et je voudrais vous faire part aussi simplement et directement que possible des convictions qui m'animent.

je voudrais vous dire que j'aborde avec détermination le grand rendez-vous qui nous attend dimanche pour la Nièvre et pour la France.

Si je suis engagé dans ces élections législatives, c'est par ambition pour la Nièvre et pour la France.

Cette ambition quelle est-elle ?

Faire de la France qui est aujourd'hui un pays désuni, désabusé et affaibli, une nation solidaire, imaginative et puissante.

La France est un pays divisé sous la pression du désespoir et des angoisses quotidiennes :

- 3 millions de chômeurs qui ne savent pas de quoi demain sera fait.

- 5 millions d'exclus qui vivent une à une les étapes de ce qui ressemble à un calvaire : la succession des échecs, la perte du logement, parfois la perte ou la dispersion de la famille, la pauvreté, la marginalisation progressive.

Face à cette réalité insupportable, la réaction de chacun est de s'occuper d'abord de lui-même. Comment ne pas le comprendre ?

Notre devoir, mon devoir, est de convaincre qu'il existe un autre chemin.

Il nous faut nous attaquer au chômage avec la rage de vaincre.

- On nous dit : “c'est impossible”, le chômage est une fatalité contre laquelle nous ne pouvons rien et qu'il faudra partager les emplois et les salaires.

- On nous dit : “tous les pays connaissent le même fléau et la situation est meilleure en France qu'ailleurs”.

C'est faux ! L'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis font mieux que nous.

Faut-il que la France reste les bras croisés et assiste impuissante à son propre drame ?

Je n'accepte pas ce discours de renoncement et de démission. **Nous avons des projets pour sauver l'emploi.**

Nous avons la volonté de conforter nos entreprises, notamment nos PME frappées de plein fouet par la récession, par des charges excessives, par des taux d'intérêt trop élevés, souvent par une concurrence étrangère sauvage dans une Europe qui devient une passoire.

Parce que je crois à l'idée européenne, j'affirme que **le temps est venu de défendre la préférence communautaire.** Beaucoup de nos emplois en dépendent.

Oui, nous avons la volonté de créer les conditions d'une plus forte croissance et de

permettre aux entreprises d'investir, de se développer en allégeant notamment le coût du travail. Cela ne dispense pas les entreprises d'une réflexion nécessaire sur la notion de productivité. Nous vivons de plus en plus dans une société où la machine est reine, où la notion de service se perd lentement.

Il est urgent de la retrouver.

Service aux personnes qui en ont besoin dans leur vie quotidienne, mais aussi service rendu par les entreprises qui à trop vouloir réduire leurs effectifs finissent par manquer à leur vocation.

Nos entreprises commencent à prendre conscience que la compétitivité ne passe pas forcément par la productivité à tout prix mais par la qualité.

Nos sociétés commencent à comprendre que **l'économie doit être au service de l'homme et non le contraire.**

Les Français sont également inquiets pour le financement de leur retraite. Chacun sait que si rien n'est fait, notre système de retraite par répartition risque d'exploser au début du siècle prochain.

Nous avons la volonté de relever le défi des retraites en concertation avec les partenaires sociaux.

Ni la retraite à 60 ans ni les 37 années et demie de cotisations pour y avoir pleinement droit ne seront remises en cause, mais nous voulons aussi permettre aux Français, en assouplissant les conditions de départ à la retraite, de choisir plus librement le moment où ils veulent la prendre.

La retraite de base sera complétée d'une épargne retraite exonérée d'impôts sur le revenu et de charges sociales.

Il faut dans le même temps conduire **une vraie politique agricole.**

- On nous dit que l'agriculture n'est pas un enjeu.

- On nous dit que notre pays pourrait très bien se passer de ses paysans.

Tout cela est faux.

Je vous dis moi que la France ne serait plus la France si elle devenait une terre de friches et de jachères.

je vous dis que les paysans n'ont pas vocation à devenir des assistés et **qu'ils doivent pouvoir exercer leur métier dans toute sa dignité.**

Je vous dis que dans le monde tel qu'il est avec des millions d'hommes, de femmes et d'enfants victimes de la faim, la France doit jouer son rôle de grande puissance agricole.

Il faut enfin pour la France une politique d'immigration ferme et rigoureuse. Il le faut tout simplement parce que le laxisme nourrit l'intolérance.

Seule une politique ferme et rigoureuses permettra de traiter avec dignité les étrangers qui concourent à la richesse de notre pays et permettra à la France de rester une terre d'asile pour les vrais opprimés et les vrais proscrits. Dans cet esprit, nous réformerons le Code la Nationalité : être Français est un honneur qui se mérite et qui impose des devoirs.

Voilà, Mademoiselle, Monsieur, le message que je voulais vous transmettre à quelques jours du deuxième tour de cette élection législative.

Message d'espoir.

Message de confiance.

J'ai confiance en l'avenir parce que j'ai confiance dans notre pays.

Toute mon espérance pour nos enfants, nos petits-enfants et pour nous-même est fondée sur cette certitude.

Vous pouvez compter sur mon dévouement.



Avec Claude SIRI : Candidat suppléant

Vu le candidat